

ASSEMBLÉE NATIONALE

9 avril 2008

MODERNISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL - (n° 743)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 2

présenté par
M. d'Ettore-----
ARTICLE 9

Après le mot :

« date »,

la fin de l'alinéa 2 de cet article est ainsi rédigée :

« d'entrée en vigueur de la présente loi, s'ils sont résiliés à l'initiative de l'employeur, sont soumis aux dispositions de l'article 4 de la présente loi. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les partenaires sociaux avaient prévu les dispositions suivantes dans l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail (article 11) :

« Tout licenciement doit être fondé sur un motif réel et sérieux qui doit être porté à la connaissance du salarié concerné ».

A contrario, ils n'avaient en aucun cas prévu la requalification en contrat à durée indéterminée de droit commun des contrats « nouvelles embauches » en cours.

En effet, une telle requalification constituerait pour les employeurs ayant recrutés en CNE une mesure à caractère rétroactif ; les conditions de rupture initialement acceptées par les deux parties se trouvant remises en cause *a posteriori*.

En conséquence, le présent amendement vise à respecter exactement les dispositions incluses dans l'accord du 11 janvier 2008.